

## TRADUCTION

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 95 - 3291

**29 NOVEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 juin 1991 portant exécution de certaines dispositions du Titre Ier, Chapitre 4, du décret du 12 décembre 1990 relatif à la politique administrative en matière des hôpitaux psychiatriques de Geel et de Rekem**

[36717]

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 5, § 1er, I;

Vu le décret du 12 décembre 1990 relatif à la politique administrative, notamment l'article 29, § 1er;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 janvier 1988 portant certaines mesures en vue d'harmoniser les allocations et les jetons de présence accordés aux commissaires, aux délégués des finances, aux représentants du Gouvernement flamand, aux présidents et aux membres des commissions spéciales non consultatives ou des conseils d'administration des organismes ou entreprises qui relèvent du Gouvernement flamand;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 1988 portant certaines mesures en vue d'harmoniser les allocations et les jetons de présence accordés aux commissaires, aux délégués des finances, aux représentants du Gouvernement flamand, aux présidents et aux membres des commissions spéciales non consultatives ou des conseils d'administration des organismes ou entreprises qui relèvent du Gouvernement flamand, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 juin 1991 portant exécution de certaines dispositions au Titre Ier, Chapitre 4, du décret du 12 décembre 1990 relatif à la politique administrative en matière des hôpitaux psychiatriques de Geel et de Rekem;

Vu l'approbation du Ministre flamand chargé du budget, donnée le 10 novembre 1995;

Sur la proposition du Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 6 du Gouvernement flamand du 19 juin 1991 portant exécution de certaines dispositions du Titre Ier, Chapitre 4, du décret du 12 décembre 1990 relatif à la politique administrative en matière des hôpitaux psychiatriques de Geel et de Rekem est ajouté un deuxième alinéa libellé comme suit :

« Les dettes du centre psychiatrique public de Rekem existant à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont prises en charge par l'établissement de Rekem.

Les dettes du centre psychiatrique public de Rekem à l'égard du centre psychiatrique public de Geel devront être réglées au plus tard le 31 décembre 1995. »

**Art. 2.** Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 novembre 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances, du Budget  
et de la Politique de Santé,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

## REGION WALLONNE - WALLONISCHE REGION - WAALS GEWEST

## MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 - 3292

[C - 27654]

**13 DECEMBRE 1995. — Arrêté ministériel relatif aux titres-repas octroyés aux membres du personnel des Services du Gouvernement ainsi qu'aux Cabinets des Ministres du Gouvernement**

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté ou de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 61;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 novembre 1990 instaurant l'octroi de chèques-repas pour les membres du personnel des Services de l'Exécutif régional wallon, des Cabinets des Ministres de l'Exécutif régional wallon et de certains organismes d'intérêt public soumis à l'autorité, au pouvoir de contrôle ou de tutelle de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu le protocole n° 183 du 8 décembre 1995 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de secteur n° XVI;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre en conformité avec les exigences de la réglementation sociale les conditions d'octroi de titres-repas au personnel des Services du Gouvernement et des Cabinets des Ministres du Gouvernement;

Considérant par ailleurs qu'il est nécessaire pour des raisons sociales d'atténuer la brutalité du passage de l'ancien au nouveau système en accordant une avance de titres-repas récupérable en quatre mois,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est dû à tout membre du personnel un titre-repas par journée de travail effectivement prestée. Toute période couverte par une dispense de service, accordée en application de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, est considérée comme une journée de travail effectivement prestée.

Toutefois, aucun titre-repas n'est dû pour toute journée au cours de laquelle le membre du personnel a eu la possibilité de fréquenter un mess.

**Art. 2.** Un titre-repas représente une valeur faciale de 230 francs, dont 180 francs à charge de la Région et 50 francs à charge du membre du personnel.

**Art. 3.** Les titres-repas sont nominativement mis à la disposition du membre du personnel au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui suit le mois civil pour lequel ils sont dus.

**Art. 4.** Les titres-repas sont octroyés par l'institution régionale au bénéfice de laquelle le membre du personnel preste effectivement ses services.

**Art. 5.** Pour toute journée pour laquelle il est dû un titre-repas, un montant de 180 francs est déduit des indemnités dues en application de la réglementation sur les frais de séjour.

**Art. 6.** Jusqu'au 30 avril 1996, tout jour de congé annuel de vacances relatif à l'année 1995 est assimilé à une journée de travail effectivement prestée.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Il est attribué vingt titres-repas, au mois de décembre 1995, au plus tard le dernier jour ouvrable, à titre d'avance récupérable, à chaque membre du personnel qui se trouve au 1<sup>er</sup> décembre 1995 dans un régime de prestations supérieures aux trois quarts des prestations complètes.

L'avance visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est réduite à quinze titres lorsque, au 1<sup>er</sup> décembre 1995, le membre du personnel est dans un régime de prestations égales ou inférieures aux trois quarts des prestations complètes et à dix titres lorsque les prestations sont égales à la moitié des prestations complètes.

Aucune avance n'est due en dehors des cas visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

§ 2. Cette avance est déduite du nombre de titres-repas dus à partir de décembre 1995, à concurrence de cinq titres-repas par mois au maximum.

Si la récupération de l'avance ne peut se faire conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il y a lieu à remboursement par le membre du personnel du montant de la participation de la Région dans les titres-repas avancés.

**Art. 8.** L'arrêté ministériel du 7 janvier 1991 portant le nouveau règlement relatif à l'octroi des chèques-repas aux membres du personnel des Services de l'Exécutif régional wallon et des Cabinets des Ministres de l'Exécutif régional wallon est abrogé.

**Art. 9.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> décembre 1995.

Namur, le 13 décembre 1995.

B. ANSELME

## ÜBERSETZUNG

### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 - 3292

[C - 27654]

#### 13. DEZEMBER 1995. — Ministerialerlaß über die Essengutscheine, die den Personalmitgliedern der Dienststellen der Regierung sowie der Kabinette der Minister der Regierung gewährt werden

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87 § 3, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind, insbesondere des Artikels 61;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. November 1990 zur Einführung der Vergabe von Essengutscheinen an das Personal der Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive, der Kabinette der Minister der Wallonischen Regionalexekutive und gewisser gemeinnützigen Einrichtungen, die der Gewalt, der Kontrolle und der Aufsichtsbezugnis der Wallonischen Region unterliegen;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Protokolls Nr. 183 vom 8. Dezember 1995, in dem die Schlußfolgerungen der innerhalb des Sektorenausschusses Nr. XVI geführten Verhandlungen eingetragen sind;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es notwendig ist, die Bedingungen der Vergabe von Essengutscheinen an das Personal der Dienststellen der Regierung und der Kabinette der Minister der Regierung mit den Anforderungen der Sozialregelung in Einklang zu bringen;

In der Erwägung außerdem, daß es aus sozialen Gründen notwendig ist, den Übergang vom alten zum neuen System durch die Gewährung eines binnen vier Monaten eintreibbaren Vorschusses von Essengutscheinen zu erleichtern,

Beschließt der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes:

**Artikel 1.** Jedem Personalmitglied wird ein Essengutschein pro effektiv geleisteten Arbeitstag geschuldet. Jegliche Dienstbefreiung, die in Anwendung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Organisierung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den die von ihnen abhängenden Bediensteten vertretenden Gewerkschaften gewährt wird, wird als effektiv geleisteten Arbeitstag betrachtet.

Für die Tage, im Laufe deren das Personalmitglied die Möglichkeit hatte, eine Kantine zu besuchen, wird jedoch kein Essengutschein gewährt.

**Art. 2.** Ein Essengutschein hat einen Nennwert von 230 BEF; von diesem Betrag gehen 180 BEF zu Lasten der Region und 50 BEF zu Lasten des Personalmitglieds.

**Art. 3.** Die Essengutscheine werden spätestens am letzten Werktag des Monats nach dem Kalendermonat, für den sie schuldig sind, namentlich zur Verfügung des Personalmitglieds gestellt.

**Art. 4.** Die Essengutscheine werden von der regionalen Einrichtung gewährt, zugunsten deren das Personalmitglied seine Dienstleistungen effektiv erbringt.

**Art. 5.** Für jeden Tag, für den ein Essengutschein geschuldet wird, wird ein Betrag von 180 BEF von den in Anwendung der Regelung über die Aufenthaltskosten geschuldeten Vergütungen abgezogen.

**Art. 6.** Bis zum 30. April 1996 entspricht jeder Urlaubstag betreffend das Jahr 1995 einem effektiv geleisteten Arbeitstag.

**Art. 7. § 1.** Jedem Personalmitglied, das am 1. Dezember 1995 mehr als drei Viertel der Vollarbeitszeit leistet, werden im Monat Dezember 1995 und zwar spätestens am letzten Arbeitstag zwanzig Essengutscheine als eintreibbarer Vorschuß gewährt.

Der im ersten Absatz erwähnte Vorschuß wird auf fünfzehn Essengutscheine reduziert, wenn das Personalmitglied am 1. Dezember 1995 drei Viertel oder weniger der Vollarbeitszeit leistet. Er wird auf zehn Essengutscheine reduziert, wenn die geleistete Arbeitszeit der Hälfte der Vollarbeitszeit entspricht.

Außerhalb der in Absätzen 1 und 2 vorgesehenen Fälle wird kein Vorschuß geschuldet.

**§ 2.** Dieser Vorschuß wird von der ab Dezember 1995 geschuldeten Anzahl Essengutscheine bis zu höchstens fünf Essengutscheine pro Monat abgezogen.

Wenn die Eintreibung des Vorschusses nicht nach Absatz 1 erfolgen kann, muß das Personalmitglied den Betrag der Beteiligung der Region an den vorgeschossenen Essengutscheinen zurückzahlen.

**Art. 8.** Der Ministerialerlaß vom 7. Januar 1991 zur neuen Regelung der Vergabe der Essengutscheine an die Personalmitglieder der Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive und der Kabinette der Minister der Wallonischen Regionalexekutive wird aufgehoben.

**Art. 9.** Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Dezember 1995 in Kraft.

Namur, den 13. Dezember 1995.

B. ANSELME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 - 3292

[C - 27654]

**13 DECEMBER 1995. — Ministerieel besluit betreffende de maaltijdcheques toegekend aan de personeelsleden van de Diensten van de Waalse Regering en van de Kabinetten van de Ministers van de Regering**

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en van Ambtenarenzaken,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op artikel 61;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 november 1990 houdende toekenning van maaltijdcheques aan de personeelsleden van de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve, van de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Gewestexecutieve en van sommige instellingen van openbaar nut onderworpen aan het gezag, de controle of het toezicht van het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het protocol nr. 183 van 8 december 1995 waarin de besluiten van de onderhandeling met het sectorcomité nr. XVI opgenomen zijn;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is de toekenningsvoorwaarden van de maaltijdcheques aan de personeelsleden van de Diensten van de Waalse Regering en van de Kabinetten van de Ministers van de Regering aan te passen aan de bepalingen van de sociale wetgeving;

Overwegende dat het bovendien noodzakelijk is wegens sociale redenen de harde overgang van het oude naar het nieuwe stelsel te verzachten door een in vier maanden invorderbare voorschot van maaltijdcheques toe te kennen,

Besluit :

**Artikel 1.** Elk personeelslid heeft recht op een maaltijdcheque per werkelijk verrichte werkdag. Iedere dienstvrijstelling, toegekend krachtens de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, wordt beschouwd als een werkelijk verrichte werkdag.

Er is evenwel geen maaltijdcheque verschuldigd voor de dag tijdens dewelke het personeelslid de mogelijkheid gehad heeft een kantine te bezoeken.

**Art. 2.** Een maaltijdcheque heeft een nominale waarde van 230 frank, waarvan 180 frank ten laste van het Gewest en 50 frank ten laste van het personeelslid zijn.

**Art. 3.** De maaltijdcheques worden bij name ter beschikking gesteld van het personeelslid ten laatste op de laatste werkdag van de maand na de kalendermaand waarvoor zij verschuldigd zijn.

**Art. 4.** De maaltijdcheques worden toegekend door de gewestelijke instelling waarvoor het personeelslid zijn diensten werkelijk verricht.

**Art. 5.** Voor elke dag waarvoor een maaltijdcheque verschuldigd is, wordt een bedrag van 180 frank afgetrokken van de verschuldigde toelagen bij toepassing van de wetgeving over de verblijfkosten.

**Art. 6.** Tot 30 april 1996 wordt elke jaarlijks vakantieverlofdag van het jaar 1995 gelijkgesteld met een effectief verrichte werkdag.

**Art. 7. § 1.** In de maand december 1995, ten laatste op de laatste werkdag, worden twintig maaltijdcheques als invorderbaar voorschot toegekend aan ieder personeelslid dat op 1 december 1995 een arbeidstijdregeling heeft die hoger is dan driekwart van de volledige regeling.

Het in het eerste lid bedoelde voorschot wordt verminderd tot vijftien cheques indien, op 1 december 1995, het personeelslid een arbeidstijdregeling heeft die gelijk is aan of lager is dan driekwart van de volledige regeling en tot tien cheques wanneer de arbeidstijd gelijk is aan de helft van de volledige arbeidstijd.

Geen voorschot is verschuldigd buiten de in het eerste en tweede lid bedoelde gevallen.

**§ 2.** Dit voorschot wordt afgetrokken van het aantal maaltijdcheques verschuldigd vanaf de maand december 1995, ten belope van maximum vijf maaltijdcheques per maand.

Indien de invordering van het voorschot niet kan gebeuren overeenkomstig het eerste lid, dient het personeelslid het bedrag van de bijdrage van het Gewest in de voorgeschoten maaltijdcheques terug te betalen.

**Art. 8.** Het ministerieel besluit van 7 januari 1991 houdende het nieuwe reglement betreffende de toekenning van maaltijdcheques aan de personeelsleden van de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve en van de Kabinetten van de Ministers van de Waalse Gewestexecutieve wordt opgeheven.

**Art. 9.** Dit besluit wordt van kracht op 1 december 1995.

Namen, 13 december 1995.

B. ANSELME

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

25 OCTOBRE 1995. — Arrêté royal déclarant d'utilité publique la prise de possession immédiate de certaines parcelles situées sur le territoire des communes de Landen, Hannut, Gingelom

[14267]

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des Chemins de fer belges, notamment l'article 1bis, remplacé par la loi du 21 mars 1991;

Vu la loi du 26 juillet 1962, modifiée par la loi du 7 juillet 1978 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction des autoroutes, notamment l'article 5;

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 10, § 2, 2°;

Vu l'arrêté royal n° A/94084/B.48.2.4./B du 31 mai 1994;

Vu que le projet TGV répond à la croissance de mobilité actuelle et attendue et forme un maillon important dans le réseau européen à grande vitesse;

Considérant que, en ce qui concerne la ligne à grande vitesse Bruxelles-frontière allemande, le gouvernement fédéral a opté le 26 janvier 1990 pour un tracé, accolé entre Louvain et Bierset à l'autoroute E 40;

Considérant que le Gouvernement wallon a décidé, le 6 septembre 1991, de modifier les plans de secteur concernés, afin d'y inclure le tracé à grande vitesse;

### MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

25 OKTOBER 1995. — Koninklijk besluit waarbij de onmiddellijke inbezitneming van sommige percelen, gelegen op het grondgebied van de gemeenten Landen, Hannut en Gingelom, van algemeen nut wordt verklaard

[14267]

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 juli 1926 houdende oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, inzonderheid op artikel 1bis, vervangen door de wet van 21 maart 1991;

Gelet op de wet van 26 juli 1962 gewijzigd bij de wet van 7 juli 1978 betreffende de onteigeningen, ten algemene nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 10, § 2, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit nr. A/94084/B.48.2.4./B van 31 mei 1994;

Overwegende dat het HST-project een antwoord biedt op de huidige en verwachte mobiliteitsgroei en een belangrijke schakel vormt in het Europese hogesnelheidsnet;

Overwegende dat, wat de hogesnelheidslijn Brussel-Duitse grens betreft, de federale Regering op 26 januari 1990 geopteerd heeft voor een tracé, tussen Leuven en Bierset gebundeld met de autosnelweg E 40;

Overwegende dat de Waalse Gewestregering op 6 september 1991 besloten heeft de betrokken gewestplannen te wijzigen ten einde er boven vermeld hogesnelheidsnet in op te nemen;